

MENSUEL N°143 AVRIL 1986
5ff, 30fb, 2fs, 1\$can.

SOMMAIRE :

France :

-Perspectives.....p.3

-RATP : la menace.....p.3

Lutte de classe internationale :

-Seule la lutte paie! p.4

-Grande-Bretagne, Finlande, Inde.....p.5

Polémique avec le FOR :

Lutte de classe et chômage.....p.6

Congrès du PCUS : un tour de vis.....p.7

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

GAUCHE-DROITE

AU GOUVERNEMENT

OU DANS L'OPPOSITION:

TOUS CONTRE

LA CLASSE OUVRIERE

■ Les élections sont passées, et comme c'était prévisible, la droite est revenue au gouvernement. Qu'est-ce que cela va changer pour les ouvriers ? Rien ! C'est la même politique d'accentuation des attaques contre leurs conditions de vie qu'ils vont continuer de subir.

Ce sont les mêmes intérêts défendus hier par la gauche au gouvernement, que la droite va défendre. Ce n'est pas une question de droite ou de gauche au pouvoir qui détermine les besoins de cette politique mais l'aggravation de la crise et la nécessité pour toutes les fractions de la bourgeoisie de défendre les intérêts du capital national sur le dos des ouvriers.

Par contre, depuis l'annonce des résultats électoraux, les partis de gauche nous disent que ceux-ci constituent une défaite de la classe ouvrière.

C'est faux, même s'il est vrai que la bourgeoisie a marqué des points, dans la mesure où, grâce à sa campagne, elle est parvenue à faire abandonner aux ouvriers, depuis plusieurs mois, le seul terrain qui leur permet réellement de parer les attaques et de se renforcer, celui de la lutte de classe, des grèves, des manifestations en étant le plus nombreux et le plus unis possible.

C'est dans la mesure où elle a réussi à faire croire aux ouvriers qu'en venant un par un, les uns derrière les autres, atomisés, exprimer leur mécontentement dans les urnes, ils auraient la possibilité d'obtenir quelque chose ou d'éviter pire.

La gauche veut faire croire à une défaite parce qu'il y a victoire électorale de la droite et une

montée de l'extrême-droite et qu'il y aurait un danger du fascisme. C'est faux, la situation d'aujourd'hui n'est, en aucun cas, celle des années 30 où la montée du fascisme fut permise par la défaite physique et idéologique de la classe ouvrière, où elle correspondait à un mouvement de fond en faveur des idées d'extrême-droite. La droite et l'extrême-droite ne font que retrouver et se partager l'électorat qui était traditionnellement le leur avant les élections de 81. Et si l'extrême-droite fait une entrée qualifiée de "fracassante" au parlement, c'est grâce à l'instauration de la proportionnelle par le gouvernement socialiste.

Par contre ce que révèlent ces élections et ce qui inquiète la bourgeoisie, c'est la confirmation du phénomène de perte de crédit de sa fraction de gauche auprès des ouvriers, perte de crédit qui se développe depuis des années à travers une désyndicalisation croissante, la baisse des effectifs du PCF, principale force bourgeoise d'encadrement de la classe ouvrière, et qui s'est traduite, cette fois-ci, par une perte importante de ses voix en milieu ouvrier. C'est ce que montrent les chiffres des taux d'abstention, supérieurs à la moyenne nationale, dans les grandes concentrations ouvrières, fiefs traditionnels du PCF, où ce parti est ramené à des scores plus que modestes.

Et c'est justement cette perte de crédit que la gauche veut tenter de masquer et de limiter en développant sa campagne sur la défaite de la classe ouvrière.

Les ouvriers ne doivent pas être dupes. Quand la gauche les met en garde contre la politique de la droite, quand elle agite l'épouvantail de l'extrême-droite, c'est pour tenter d'apparaître à leurs yeux, comme différente d'elles. C'est pour tenter de faire oublier tout ce qu'elle a fait en étant au gouvernement, et de dissiper dans la classe ouvrière le sentiment que la gauche ne serait pas moins pire que la droite. Cela lui est d'autant plus nécessaire que, dans les mois qui viennent, tout son travail va consister, sur le terrain même des luttes, tout en dénonçant les attaques que la droite va devoir porter, à faire obstacle, par tous les moyens à sa disposition, au développement de la riposte ouvrière. Par ses discours sur le danger de la droite, la gauche dans son ensemble, se prépare à poursuivre et amplifier ce que le PCF et la CGT font seuls sur le terrain des luttes, depuis plus d'un an : immobiliser les ouvriers les dégoûter de la lutte, les diviser, les enterrer dans l'usine...

Ce que les ouvriers vont trouver en face d'eux quand ils vont devoir réagir contre de nouvelles attaques, ce n'est pas le fascisme mais la gauche dans toutes ses composantes, se partageant le travail pour saboter leurs luttes.

Les cinq années d'expérience qu'ils viennent de vivre, doivent leur servir pour comprendre qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et qu'ils doivent s'opposer aux manœuvres de division, de démoralisation, d'immobilisation que développeront contre eux la gauche et les syndicats.



GREVE DE MASSE EN POLOGNE 80 : UN MOUVEMENT QUI A FAIT TREMBLER LA BOURGEOISIE

SEULE

LA LUTTE PAIE !

voir page 5

CONGRES DU P.C.U.S.

L'ETAT RUSSE ACCENTUE LES RESTRICTIONS

"Nous ne pouvons plus nous contenter d'améliorations partielles. Une réforme radicale est nécessaire". Tels sont les mots lancés par Gorbatchev fin février lors de son discours fleuve au congrès du P.C.U.S. Une des réflexions les plus courantes en Russie est qu'il faut toujours prendre le contraire des informations officielles : dans le cas du discours de Gorbatchev, c'est effectivement en prenant l'exact contraire de l'apparence qu'on approche de la réalité : faillite généralisée et développement des tensions guerrières.

Sous des dehors qui se veulent rassurants, de pacifiste confiant dans l'avenir qui se promet de "doubler la production d'ici à l'an 2000" et "de supprimer l'arme atomique", les mesures annoncées par Gorbatchev sont l'expression des contradictions qui minent l'économie mondiale. Bien qu'elle prenne des formes différentes, c'est la même impasse à l'Est et à l'Ouest, la même perspective d'accroissement de la misère.

L'AGGRAVATION DE LA CONDITION OUVRIERE

La "réforme" de Gorbatchev, sous la dénomination de "bataille pour un dynamisme industriel" vise surtout la faible productivité du travail : elle poursuit dans le même sens qu'Andropov, qui insistait surtout sur l'absentéisme et prévoyait des "restrictions de salaires au cas où un produit serait défectueux". Gorbatchev va plus loin en annonçant : "le niveau des revenus doit être directement dépendant du travail" ; augmentation des prix appelée "libération" conjuguée avec une baisse des salaires devrait être une "stimulation au travail". En plus de vivre en permanence avec le strict minimum vital, au seuil de la misère, dans des logements exiguës, et en passant leur temps dans les queues d'approvisionnement, l'Etat russe demande aux ouvriers de suer au travail, sous la menace de n'avoir plus de quoi acheter le peu de biens qui arrive aux étalages.

Mais, comme les autres Etats du monde, ce que voudrait l'Etat russe, c'est pouvoir éliminer de la main-d'oeuvre : d'après les plans de Gorbatchev, quelques 20 millions d'ouvriers seraient éjectés du secteur productif, difficiles à caser dans le "secteur tertiaire". Il n'y a pas encore de chômage ouvert en URSS (les statistiques officielles comptent un demi-million de "parasites" passibles de deux ans de prison), mais la "première" lancée par Gorbatchev en indemnisant pendant trois mois les 20.000 fonctionnaires licenciés fin 85, est déjà l'expression d'une reconnaissance du chômage, qu'il est plus difficile qu'avant de se "recaser" (puisque en moyenne, il faut moins d'un mois pour retrouver du travail en pareil cas).

Renforcer la militarisation de la société, pressurer plus les ouvriers, tel est le sens de la "réforme" : dans certains pays de l'Est, comme la Roumanie, ces tendances sont déjà portées à leur comble : on y envoie les retraités à la campagne pour "alléger le coût social" et Ceaucescu proposait fin 85 d'organiser des cantines pour pallier aux "difficultés de distribution" : tout le monde à la soupe populaire, midi et soir.

Les risques sont gros pour l'Etat russe qui n'arrive déjà à imposer des conditions de pénurie sur les biens de première nécessité et d'insalubrité à la classe ouvrière qu'avec un encadrement policier féroce et grâce à une certitude jusqu'à présent assurée, celle de ne pas mourir de faim et de froid, seul, sans emploi, "contrairement aux pays occidentaux" : la bourgeoisie russe sait qu'attaquer le plein emploi, c'est s'exposer à des mouvements ouvriers dont la Pologne, en 1980, a montré la détermination et la force.

La bourgeoisie de l'Est a encore moins de marge de manœuvre économique, même si elle essaie de tricher avec les lois du marché, que la bourgeoisie occidentale : comme cette dernière elle ne peut que continuer à aggraver les conditions de vie des ouvriers. Comme les ouvriers occidentaux, les ouvriers de l'Est n'ont d'autre alternative que la soumission qui signifie misère et guerre, ou la lutte contre l'ordre établi.

L'IMPASSE DE LA CRISE

L'URSS n'est pas à l'écart de la crise mondiale de surproduction : bien au contraire, la militarisation à outrance de son économie, le retard qui se creuse par rapport aux technologies occidentales, l'asphyxie progressive que lui impose le bloc occidental accélèrent les difficultés de l'Etat russe à maintenir à flot le bateau.

L'endettement colossal auquel ont eu recours les pays de l'Est n'a pu empêcher les difficultés de s'accumuler : en Pologne, les investissements ont chuté de 40 % depuis 1978.

L'autarcie des pays de l'Est est un leurre : pour pouvoir développer sa production, y compris sa production militaire, l'URSS dépend de l'occident, auquel elle doit acheter la technologie sans laquelle

l'augmentation de la productivité du travail est impossible. Pour les acheter, il lui faut vendre à l'occident et ce qu'elle vend principalement à l'occident, ce sont des matières premières et des céréales, marchandises qui connaissent une surproduction généralisée et une difficulté de plus en plus grande à se vendre à mesure que les usines occidentales ferment.

L'année dernière, les ventes de l'URSS à l'Ouest avaient déjà chuté de 14 %. Cette année, c'est l'effondrement du prix du pétrole, dont l'URSS est le premier producteur mondial (et qui constitue 60 % de ses exportations et sa principale source de devises pour l'achat des technologies occidentales). Cela signifie pour l'URSS un effondrement de ses rentrées en devises qui ne peut qu'aggraver encore le retard qui se creuse depuis 20 ans entre le bloc russe et le bloc américain.

"Doubler la production d'ici l'an 2000" est une fable quand les exportations, les ventes de la production baissent de plus en plus, même si Gorbatchev aspire, forcément à une "ouverture renforcée vers les pays capitalistes, dans les domaines commercial, scientifique, technique, des finances et des crédits". Les pays occidentaux n'ont pas la capacité d'absorber plus de produits de l'Est. L'URSS n'a aucune chance dans cette guerre commerciale, et cette situation aiguise toujours plus la guerre entre l'Est et l'Ouest pour la domination du marché mondial, développe toujours plus les tensions militaires entre les blocs dont les "conférences de désarmement" ne sont que les négociations féroces d'un rapport de forces à l'avantage du bloc occidental : l'URSS est asphyxiée économiquement par le poids de son économie de guerre, et militairement par son encerclement progressif.

REUNIONS PUBLIQUES thème :

50 ANS APRES LE FRONT POPULAIRE

Au pouvoir ou dans l'opposition, la gauche contre la classe ouvrière

BORDEAUX :

Réunion publique le 17 mai à 17h, au café Victor Hugo 52 rue Victor Hugo.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 25 avril à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :

Diffusion les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes, de 10h à 11h30.

LYON :

Réunion publique le 25 avril à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.

Permanence le 29 avril à 18h, même adresse.

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le 20 avril à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 18 avril à 20h, au 205 rue Ste Cécile.

Permanence le 16 avril de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :

Réunion publique le 26 avril à 17h, au foyer du travailleur, Boulevard Vincent Gâche (Beaulieu).

Permanence le 4 avril à 20h30 au café de l'Hotel de Ville (mairie de Chantenay).

Diffusion au marché de la petite Hollande le 2ème samedi du mois à 10h30.

PARIS :

Réunion publique le 19 avril à 17h, au 27, avenue de Choisy, 13ème, métro : Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 16h à 18h, même adresse.

ROUEN :

Permanence le 26 avril à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 25 avril à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la Cafétéria du géant Casino, au Pont des demoiselles.

Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes, place Jeanne d'Arc, et le deuxième dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS :

Permanence le 12 avril à 17h, à la "maison pour tous", rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

Le Courant Communiste International tiendra un stand à la fête de "Lutte Ouvrière" les 17, 18 et 19 mai.

Malgré l'orientation de son système productif vers l'économie de guerre, l'URSS a de plus en plus de mal à contrôler les zones sous sa dépendance (voir même l'Afghanistan). Par contre, la machine militaire pèse de plus en plus lourd sur une économie malmenée par la crise, et dont le secteur de biens de consommation est laissé à l'anarchie totale.

Ce ne sont pas les opérations de "lutte contre la corruption et l'immobilisme", les épurations engagées par Gorbatchev qui vont rétablir la production à l'aube d'une nouvelle récession mondiale. L'élimination de certaines parties de la mafia russe, spéculateurs et trafiquants multiples qui grouillent chez les moyens et hauts fonctionnaires, n'aura pas plus de réalité que l'élimination de la mafia italienne ou la "moralisation" de l'Etat américain par les "Watergate".

Quant à la pression sur les pays de son bloc de tutelle, elle ne peut plus être une soupape suffisante : elle est déjà utilisée à large échelle, et peu de ces pays arrivent encore à tenir à flot : la Pologne a une dette qui équivaut à la valeur de cinq fois le montant de ses exportations.

Il est clair que la bourgeoisie à l'Est comme à l'Ouest, dans ces conditions, ne peut que continuer son offensive contre les conditions de vie ouvrières : en Roumanie, à la serpe ; en Pologne, avec prudence (les hausses des prix de première nécessité n'atteignent plus 100% d'un coup, mais de 10 en 10 %, les prix n'en continuent pas moins de monter, comme dernièrement, au mois de mars) ; en Russie, de façon encore détournée.

A l'Est comme à l'Ouest, l'affrontement entre les nécessités du capital et les besoins ouvriers est inévitable.

H.G

SOUSCRIPTION PERMANENTE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 F, recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de R.I. ancienne série, et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication) :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
(10F + 3F de frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (idem)
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
LA DECADENCE DU CAPITALISME
(10F + 6F de frais d'envoi)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
(20F + 6F de frais d'envoi)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
(30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE : 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL + REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, 75020
Directeur de publication : D. Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

FRANCE :

FACE A LA POURSUITE DES ATTAQUES BOURGEOISES LES OUVRIERS DOIVENT DEVELOPPER LEUR RIPOSTE

■ Pendant toute la campagne électorale, le PS et la droite laissaient entendre que l'année 86 se présentait sous de meilleurs auspices que les précédentes. Fabius affirmait que la France allait enfin pouvoir récolter ce qu'elle avait semé hier, tandis que la droite déclarait qu'elle saurait se saisir de l'opportunité de la baisse du dollar et du pétrole pour relancer l'économie. Ils laissent présager que les ouvriers vont avoir de meilleures conditions d'existence.

Pourtant, la classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire : 86 va être marquée par encore une aggravation de la crise, et ce particulièrement en Europe.

86 : L'EXACERBATION DE LA CRISE ECONOMIQUE

Il est vrai que la baisse du prix du dollar et du pétrole va permettre à la France comme à la plupart des pays européens d'économiser sur leurs importations et sur le paiement de leur dette extérieure. Mais cette économie d'argent ne résoudra rien si les pays n'ont pas la capacité d'exporter leurs marchandises et surtout de les vendre. Et l'origine de la crise économique provient justement de la difficulté d'écouler une surproduction sur un marché international qui se contracte de plus en plus. C'est à une guerre économique acharnée que se livrent les Etats capitalistes pour se disputer les marchés existants. Et pour pouvoir s'en emparer, ils doivent avoir les marchandises les plus compétitives, c'est-à-dire les moins chères possible. Or actuellement, la chute du dollar est l'expression de l'offensive des USA dans cette guerre économique sans merci.

En dévaluant leur monnaie, les USA rendent leurs marchandises moins chères et donc plus compétitives. Ceci a pour conséquence :

- la fermeture accrue du marché intérieur américain aux marchandises européennes,
- l'ouverture accrue du marché international, et plus particulièrement du marché intérieur européen aux marchandises américaines,

et donc une énorme difficulté pour les pays européens à se faire une place tant sur le marché international que sur leur propre marché intérieur. Dans cette situation, ils ne peuvent que tenter désespérément de rendre leurs marchandises plus concurrentielles. Pour cela, ils doivent instaurer une austérité accrue, éliminer systématiquement tout ce qui est peu rentable dans l'appareil productif et tenter de moderniser ce qui l'est encore.

1986 sera donc une année marquée par l'accentuation de la guerre économique, dans laquelle les USA imposent leurs diktats.

Ainsi donc, contrairement à ce que disaient le PS et la droite, non seulement la conjoncture n'est pas favorable, mais cette année sera encore un pas en avant dans le processus progressif mais inéluctable de l'effondrement de l'économie.

86 : POURSUITE DES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

Pour la classe ouvrière, cela veut dire encore et toujours plus d'austérité, de baisse des salaires et de licenciements. Et la bourgeoisie le sait, puisque malgré son optimisme affiché dans la période électorale, elle a préparé dès la fin de l'année 85 toute une série de mesures allant dans ce sens, même si elle ne développe pas immédiatement son attaque de plein fouet du fait de "l'état de grâce" dû à l'arrivée d'un nouveau gouvernement.

-Ainsi dans la téléphonie, secteur de pointe qui va commencer à payer son tribut aux lois de la rentabilité et de la concurrence : à Thomson Locatel, 3386 salariés sont concernés par un "plan social" qui escompte 2000 suppressions d'emplois. A la CGCT, 1300 emplois sont menacés sur 5600. Le tout sera suivi par la "poursuite de la réduction des effectifs de 1 % à 3 % par an" d'après l'expert gouvernemental chargé du dossier.

-Ainsi dans le secteur bancaire, où est prévu pour le Crédit Lyonnais la suppression d'un emploi sur trois dans 150 antennes ; à la BNP, 2000 licenciements ; à la Société Générale, 2% de baisse des effectifs par an ; au Crédit du Nord, 434 licenciements en 86, 500 en 87, 500 en 88. Globalement, l'estimation est de 1500 emplois supprimés chaque année jusqu'en 88 dans les 3 plus grandes banques françaises.

-Pour l'automobile, l'hémorragie continue : à Renault, 10 000 licenciements vont s'ajouter cette année aux 12 000 de l'année dernière. Peugeot va licencier 3100 salariés et en plus fermer deux de ses usines, à Sully-sur-Loire et à Vernon. Le licenciement de 3000 "cols blancs" à Talbot venant s'ajouter aux précédents laisse envisager la disparition complète à terme de cette marque.

-Quant aux autres secteurs qui restent à la traîne, il n'est même pas question de les moderniser. Quand ce n'est pas 50% du personnel qui doit disparaître avant la fin de l'année (comme à Hagondange en Moselle), c'est la fermeture du site dont il est question (comme l'usine Pompey de Lorraine). Ce qui est vrai pour la sidérurgie l'est aussi pour les chantiers navals, où 1800 nouveaux licenciements à la Normed (Dunkerque) laissent à penser que le site va disparaître. Même cas pour Dubigeon à Nantes où 50% des salariés doivent être licenciés avant la fin de l'année. De même pour les charbonnages qui visent 6349 suppres-

sions d'emplois dans l'année. Ces secteurs ont tous déjà été gravement "épurgés" les années précédentes.

Quant aux augmentations de salaires, rien de prévu. Par contre, il va y avoir une augmentation des tarifs ferroviaires (8%), des tarifs postaux (9%), de la RATP (10%)...

Voilà ce qui attend la classe ouvrière si elle ne développe pas ses luttes. Dans cette situation il ne lui reste pas d'autre choix que de se battre pied à pied pour défendre ses conditions d'existence.

La poursuite des attaques économiques ne peut qu'encore approfondir le mécontentement existant dans les rangs ouvriers. Pour se défendre, ils doivent développer, amplifier les luttes qu'ils ont commencées ces dernières années.

Mais, de même que du point de vue économique, les ouvriers vont se heurter aux mêmes attaques, de même dans leurs combats, ils se heurteront aux mêmes pièges, aux mêmes obstacles dressés par la bourgeoisie -et plus particulièrement la gauche dans l'opposition- pour étouffer, diviser leur capacité de riposter.

PC ET CGT PARALYSENT LA COMBATIVITE

Ce premier piège, les ouvriers le connaissent depuis le retour du PC et de la CGT dans l'opposition en 84. A ce moment-là, toute la bourgeoisie, gauche comme droite, est parfaitement consciente :

- qu'il existe dans la classe ouvrière un mécontentement profond et général qui risque de s'exprimer ouvertement d'un moment à l'autre ;
- qu'il existe dans la classe ouvrière un sentiment de méfiance important qui s'est aggravé du fait de l'arrivée au gouvernement de tous les partis de gauche soutenus par les syndicats, qui ont, ensemble, pendant 3 ans, pris les mesures anti-ouvrières.

A défaut de pouvoir regagner la confiance des ouvriers, PC et CGT se sont entièrement consacrés à utiliser cette méfiance pour paralyser, décourager le besoin d'exprimer leur colère ouvertement et surtout collectivement. Ils font semblant d'appeler les ouvriers à se rendre à des "journées d'action" en faisant tout pour qu'ils viennent le moins nombreux possible, pour que la journée d'action soit une journée de démobilisation, de découragement et de division. Pendant l'année 85, les journées d'action se sont succédées, une par une, secteur par secteur, usine par usine. Dans les marches, les usines ont été isolées les unes des autres par le service d'ordre du PC et de la CGT, chacune avec son slogan spécifique (voir RI n°133).

RATP:

La bourgeoisie renouvelle ses menaces

■ La grève spontanée du métro parisien en décembre dernier est encore fraîche dans les mémoires ; elle avait constitué un coup de semonce de la part des ouvriers face aux attaques de la direction et sans prévenir...

Deux mois à peine s'étaient écoulés que des menaces sont utilisées à nouveau contre les ouvriers. A la suite de la "découverte" de sabotages pratiqués par des "travailleurs du négatif" (groupe surgi d'on ne sait où) qui a effectué des déprédations dans plusieurs stations de métro au nom d'un soutien aux preneurs d'otages à Nantes le même jour que la grève de décembre dernier, l'amalgame avec la grève "illégal" de décembre est grossier quand la direction de la RATP invoque : "sa difficulté à protéger totalement 450 stations du métro et du RER." ("Le Monde" du 27-02-86). Ce n'est pas simplement un appel à la police, mais un argument d'intoxication vis à vis des usagers pour "criminaliser" les luttes spontanées et légitimes des ouvriers.

Pour enfoncer le clou, CGT et direction de la RATP ont manœuvré en parfaite complémentarité : la CGT en annonçant, début mars, une grève avec... trois jours de préavis, qui a permis à la direction de répéter la menace, en annonçant des sanctions contre tout gréviste si n'étaient pas respectées les "conditions légales d'exercice du droit de grève" : 5 jours de préavis, pas 3. Pour finir, la CGT a annulé cette grève, au nom du fait qu'elle "n'était pas suivie", "pour le bien des usagers vu le froid exceptionnel" et pour ne pas "faire courir de risques aux travailleurs".

Il faut bien constater que la manœuvre de la CGT a réussi à un double titre : elle a réussi à prévenir une nouvelle mobilisation possible des ouvriers et elle est apparue comme "la seule à lutter". En vérité le jeu de passe-passe a pour conséquence au bout du compte de faire craindre aux ouvriers l'idée de repartir en grève sans préavis, et surtout sans la "protection" soi-disant juridique et professionnelle des syndicats. Or, face à toutes les menaces contre la lutte, nous n'avons pas besoin des "avocats" syndicaux, notre propre défense réside dans le rapport de forces que nous sommes capables d'imposer en luttant ensemble, le plus nombreux possible!

Gieller.

PC et CGT ont globalement réussi à ce que les ouvriers ne se mobilisent pas, ne prennent pas confiance en leurs forces, en leur nombre, à ce qu'ils n'entrent pas massivement en lutte. Au point que toute la bourgeoisie a pu s'appuyer sur cette question pour clamer bien fort que les ouvriers ne voulaient pas lutter, que seuls le PC et la CGT le voulaient.

DANS LA LUTTE, LA DIVISION ET L'ISOLEMENT

Malgré cette tactique, la colère a poussé les ouvriers à entrer en lutte à plusieurs reprises comme à la Normed à Dunkerque et à la Ciotat, à Dubigeon et surtout à la SNCF et à la RATP.

Le 2ème piège, les ouvriers le connaissent tout autant que le premier.

Toujours confrontée à la colère générale, la bourgeoisie va tout faire pour que chaque lutte devienne spécifique, isolée, que surtout elle ne soit pas un encouragement pour l'ensemble des ouvriers.

Aussi, elle en fait un problème de secteur, et à l'intérieur du secteur, un problème d'usine particulière, et à l'intérieur de l'usine, un problème de catégorie particulière. Une fois l'usine, la catégorie, isolée du reste de la classe ouvrière, les syndicats continuent et renforcent l'isolement en donnant des revendications spécifiques à l'usine, à la catégorie. Puis, ils se partagent le travail, divisant les ouvriers sur des actions différentes, la CGT souvent "jusqu'au-boutiste", la CFDT prônant la vigilance et le raisonnable. Tout leur problème est d'occuper le terrain social, pour que les ouvriers mobilisés aient le moins d'initiatives possibles, pour qu'ils se divisent devant les faux choix, pour qu'ils soient écoeurés par la lutte.

DETOURNER LES OUVRIERS DE LEURS PREOCCUPATIONS

Pour ajouter encore aux obstacles précédents, alors que la crise frappe, que lutter devient une nécessité vitale pour la classe ouvrière, la bourgeoisie fait feu de tout bois pour détourner son attention de ses vrais problèmes : terrorisme, attentats, prises d'otages, horreur des cataclysmes naturels, viennent encore participer à la non mobilisation de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts.

Toute cette politique dûment planifiée est encore renforcée par la capacité de la bourgeoisie à saucissonner son attaque, c'est-à-dire à attaquer paquets par paquets de manière à avoir à faire face à des ripostes éparpillées, et donc plus facilement contrôlables.

Ce que la classe ouvrière a expérimenté ces dernières années doit lui permettre d'être mieux armée pour faire face aux obstacles que la bourgeoisie va continuer de lui opposer. Si ces obstacles demeurent fondamentalement les mêmes, la tactique du PC et de la CGT va être élargie et renforcée par le retour du PS et de la CFDT dans l'opposition. Partis de gauche et syndicats vont occuper tout le terrain de la lutte, se critiquant mutuellement, appelant chacun de leur côté les ouvriers à les suivre tout en continuant à s'appuyer sur leur méfiance.

Les ouvriers ne doivent pas laisser le terrain de leur lutte à la bourgeoisie.

D'abord, la méfiance légitime qu'ils éprouvent ne doit pas leur faire oublier que grèves, assemblées générales, comités de chômeurs, marches, journées d'action, sont les armes de leur combat. La classe ouvrière doit entrer en lutte et les utiliser à son profit.

Ensuite, elle ne doit pas se laisser diviser par secteur, usine, catégorie, mais au contraire, unifier les luttes éparpillées dans une même lutte.

Ne pas lutter, c'est laisser les mains totalement libres à la bourgeoisie pour asséner encore plus fort ses attaques. Opposer une riposte éparpillée, c'est permettre aux syndicats et aux partis de gauche, aujourd'hui tous dans l'opposition, de développer leurs manœuvres de division et d'isolement des luttes pour les rendre inefficaces.

CL

Lisez la revue internationale

A PARAÎTRE :
REVUE INTERNATIONALE N°45

- LES LUTTES OUVRIERES EN 1985
- OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE : LA RECESSION A L'HORIZON.
- LE MILIEU PROLETARIEN EN INDE.
- LA GAUCHE HOLLANDAISE (1900-1920)
- LA FRACTION EXTERNE DU C.C.I. (polémique).

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

GRANDE-BRETAGNE :

LA CLASSE OUVRIERE
NE DESARME PAS

■ Depuis deux mois, 6000 ouvriers du Livre à Londres se battent contre les licenciements décidés fin janvier par le patron de la presse, Murdoch. A peine un an après la défaite des mineurs au sujet de laquelle la bourgeoisie anglaise et internationale avait fait un battage énorme, présentant cette défaite comme laissant la classe ouvrière inerte et anéantie, cette lutte des ouvriers du Livre est exemplaire de la détermination toujours vivace de la classe ouvrière à se défendre contre les attaques de la bourgeoisie.

Mais non seulement cela, c'est le contexte général dans lequel se déroule cette lutte qu'il est important de voir.

En effet, depuis le début de l'année, c'est dans l'ensemble des secteurs que la classe ouvrière se bat en Grande-Bretagne : en Ecosse, 2000 sidérurgistes, 500 ouvriers du Livre, les enseignants et les mineurs ; dans le Nord, à Liverpool uniquement, 2000 ouvriers de Ford et 1000 ouvriers de l'entretien de la ville se sont mis en grève ; dans les Midlands, des grèves de mineurs ont repris, alors que 1200 ouvriers des usines automobiles Lucas et plus encore à British Leyland-Land Rover sont menacés de licenciements ; dans le Sud-Ouest, les ouvriers de l'armement à Westlands et Davenport se battent contre les licenciements, comme les mineurs de l'étain et les ouvriers de China Clay en Cornouailles ; à Londres même, les ouvriers du bâtiment, les enseignants mènent des actions, chez les conducteurs de bus menacés de licenciements le mécontentement grandit. Et encore, cette liste n'est pas exhaustive!

LA DECADENCE
DU CAPITALISMECOURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
REVUE DE LUTTE / LUTTE INTERNATIONALE

FINLANDE :

250.000 ouvriers en lutte

■ Le 13 mars, 250 000 ouvriers de différents secteurs se mettaient en grève illimitée contre les attaques sur leurs salaires prévues par le patronat en Finlande. Cette grève était "soutenue" par la Confédération finlandaise des syndicats. Au bout de deux jours, le patronat accordait des augmentations de 2,4% pour 1986 (au lieu des 2,3% prévus) et de 2,6% pour 1987 (au lieu des 2,5% prévus).

Et le syndicat présentait ces miettes comme une grande victoire, tout en menant parallèlement une campagne sur les 35 heures, destinée à mettre au deuxième plan la question des salaires.

Avec la Suède, le Danemark, la Finlande fait partie de ces pays du Welfare State, où les syndicats tenaient traditionnellement "bien en mains" la classe ouvrière, bénéficiant de l'illusion que c'est grâce à eux que les ouvriers avaient un niveau de vie acceptable. Mais la crise n'épargne plus aucun pays et la bourgeoisie frappe la classe ouvrière partout, et de plus en plus fortement. Et les syndicats se voient contraints de "descendre au charbon" pour endiguer le mécontentement ouvrier qui se développe : ainsi cette grève a été le seul conflit social important en Finlande depuis 30 ans, où en 1956, 400 000 ouvriers avaient fait grève pendant 19 jours. La prochaine confrontation ne sera certainement pas dans trente ans, et les syndicats, même les plus pro-gouvernementaux, préparent leur "radicalisation".

Seule la lutte paie!

(suite de la p.4)

geoisie tente de développer dans la classe ouvrière, en affirmant bien haut et bien clairement que SEULE LA LUTTE PAIE. Aujourd'hui, plus encore que par le passé, nous, révolutionnaires, nous ne nous présentons pas au prolétariat "en doctrinaires avec un nouveau principe : voici la vérité, mets-toi à genoux ! Nous ne lui disons pas : renonce à tes luttes car ce sont des sottises (...). Nous ne faisons que montrer au monde pourquoi il lutte en réalité, et la conscience est une chose qu'il doit acquérir, quand même il s'y refuserait." (Marx, "Lettres à Ruge", 1843).

AVRIL.

NOTE :

(1) voir la "Revue Internationale" du n°23 au n°27

C'est dans une telle situation sociale, où Londres devient de plus en plus le centre de ralliement de marches de mineurs, des enseignants, des sidérurgistes, des pompiers, que la lutte des ouvriers du Livre devient le point de mire des ouvriers en lutte.

Ainsi, la bourgeoisie, devant le risque grandissant d'unification des luttes, met dans la bataille toute sa stratégie anti-ouvrière et toutes ses forces de gauche, syndicats et gauchistes en tête.

C'est d'abord par un partage des tâches entre le gouvernement, le patronat et les syndicats qu'elle cherche à briser le mouvement. Ainsi, d'un côté, le magnat de la presse Murdoch ne concède rien, déclarant le 25 janvier les ouvriers en grève "en rupture de contrat" et les licenciement, utilisant ainsi des lois anti-ouvrières instituées par le gouvernement il y a six ans ; de l'autre, les syndicats utilisent cette attitude "dure" pour diviser les ouvriers : en appelant les ouvriers des autres journaux à ne pas faire grève, à travailler pour leurs patrons... afin "d'exercer une pression économique" sur Murdoch, alors que dans ces mêmes journaux sont annoncés des licenciements, des gels de salaires et des augmentations de cadence!

D'autre part, en installant l'usine ultra-moderne de Murdoch dans la banlieue de Londres, à Wapping, loin de Fleet Street qui est le lieu d'une intense activité où se rencontrent la City et le West End industriel, où sont concentrés des dizaines de milliers d'ouvriers du Livre, des Transports, de la distribution et d'employés de bureaux, la bourgeoisie cherche à isoler la lutte des 6000 ouvriers licenciés, donnant aux syndicats de meilleurs moyens pour l'encadrer et la contrôler, pour focaliser la combativité sur cette usine, et éviter toute collusion d'autres secteurs en lutte. Mais, malgré tout le travail de dispersion, d'isolement mené par les syndicats et les gauchistes vis-à-vis des ouvriers du Livre et des autres secteurs, la classe ouvrière ne reste pas passive et cherche à unifier ses luttes.

GREVES EN INDE :

UNE SEULE SOLIDARITE :

LA LUTTE OUVRIERE INTERNATIONALE

■ La dégradation des conditions de vie et de travail et le chômage massif s'accroissent lentement et inexorablement dans tous les pays. La situation de misère des couches populaires et du prolétariat dans les pays sous-développés montre quel avenir la crise du capitalisme mondial réserve à toute la société.

L'évolution présente de la politique économique des Etats-Unis et des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque Mondiale accentue l'asphyxie de chaque économie nationale de ces pays qui perdent petit à petit leur part déjà faible du marché mondial, et qui ne sont même plus capables de rembourser les seuls intérêts de leur dette. Chaque bourgeoisie nationale, pour défendre ses intérêts, ne peut que soumettre toutes les couches de la population et surtout les déshérités et les ouvriers à une accélération de la barbarie dans tous les do-

En Inde, où officiellement 273 millions de personnes vivent au dessous du "seuil de pauvreté", le 1er février 86, le gouvernement a procédé à des hausses de prix massives : 150% sur les tarifs des transports publics, 15% sur les produits de première nécessité : riz, pain, essence.

Plusieurs journées de grèves et de manifestations ont eu lieu dans les principales villes du pays face à ces attaques : à New Delhi, Calcutta, Bombay, dans les Etats du Bengale occidental, du nord et de l'ouest de l'Inde. Dans toutes les régions industrialisées du pays, là où les ouvriers sont le plus nombreux, tous les secteurs (usines, transports, écoles, etc) ont été touchés par des grèves et des manifestations, notamment celles qui ont mobilisé 6 millions de fonctionnaires.

A l'ampleur du mouvement de colère, a répondu l'ampleur des manœuvres bourgeoises : les syndicats ont appelé à ces grèves, mais aussi les multiples "forces d'opposition" qui encadrent la population en entretenant des divisions sectorielles, ethniques, religieuses et nationales; à Bombay notamment, on dénombre "14 partis d'opposition". Sous la poussée d'une même colère parmi les ouvriers de tout le pays et dans tous les secteurs contre les hausses de prix, ces "forces d'opposition" ont pu disperser le mécontentement et endiguer les réactions des ouvriers en les isolant. Les journées de grève et les manifestations ont été appelées à des jours différents suivant les régions (un jour à New Delhi, un autre à Calcutta, un autre à Bombay, etc) et suivant les secteurs (un jour pour les transports, un jour pour les fonctionnaires, etc). Elles ont pu appeler d'autre part à des "grèves générales" de toute la population servant, par la paralysie de toute communication, à enrayer les possibilités d'extension et de développement de la lutte et de l'unité. Mais même si cette tactique de dispersion des luttes, comme dans les grands pays "démocratiques" a permis à la bourgeoisie

Ainsi, le 15 février, la marche dans Londres des mineurs au travail et chômeurs, malgré l'encadrement syndical, se donnait comme but en cours de manifestation de se rendre à l'usine de Wapping. Les syndicats avaient bien organisé la veille un meeting pour tenter de désamorcer la combativité, par la vieille tactique syndicale qui consiste à dégouter les ouvriers par des discours démobilisateurs. Cependant, la marche du lendemain se renforçait en cours de route avec la participation d'ouvriers du bâtiment et de l'électricité, d'enseignants en lutte et ce sont 6000 manifestants qui se sont dirigés vers Wapping pour soutenir la lutte des ouvriers du Livre.

Sur place, les syndicats appelaient à la fois au calme et à la dispersion, cherchaient à diviser les ouvriers en déclarant que la lutte de Wapping était celle des ouvriers du Livre. Mais la détermination de la manifestation ne faiblissait pas, aussi c'est aux charges de police que les syndicats ont laissé la place, débordés par le mouvement.

Mais malgré la répression de plus en plus systématique, malgré les manœuvres syndicales, -dont l'organisation le 2 mars d'une marche dans Londres pour "fêter" la fin de la grève des mineurs anglais, promenade cynique qui a évité de parcourir les quartiers chauds de Londres et visant à démoraliser les ouvriers : "Ca ne sert à rien de lutter!"- la combativité ouvrière n'est pas désamorcée, loin de là! Pour preuve, les affrontements entre 7000 ouvriers du Livre et la police dans la nuit du 15 au 16 mars, mais cette fois, pas à Wapping, loin du centre, mais à Fleet Street, au cœur même de Londres!

Ainsi, la situation sociale en Grande-Bretagne montre aujourd'hui que, malgré toutes les manœuvres de la bourgeoisie visant à éparpiller, saucissonner, diviser les luttes, malgré la répression, la classe ouvrière n'est pas prête à courber l'échine. Elle montre que le développement de la tendance à la simultanéité croissante des combats ouvriers dans tous les secteurs, le renforcement de la combativité, poussent de plus en plus les ouvriers vers la recherche de l'unification de leurs luttes.

C'est cette amorce d'unification qui s'est exprimée dernièrement en plein cœur de Londres. Aux ouvriers d'aller encore plus loin dans la poursuite de leur riposte.

P.P.R.

maines : hausses de prix et rationnement des biens de première nécessité, famines, catastrophes so-disant "naturelles" ou "industrielles".

La solidarité contre la misère et la répression, ce ne sont ni les quêtes, ni les campagnes "humanitaires". La solidarité, c'est d'abord comprendre qu'il n'y a aucune fatalité à cette barbarie. La solidarité active, c'est la lutte contre la misère croissante qu'impose la crise capitaliste. Cette lutte, seule la classe ouvrière, par sa place dans la production, peut la mener et donner une perspective aux révoltes.

Et c'est dans les pays développés, là où le prolétariat est le plus nombreux, le plus expérimenté et le plus concentré, que la classe ouvrière, en étendant sa résistance contre les attaques qu'elle subit, peut développer de façon décisive le combat contre la barbarie capitaliste.

de faire face momentanément aux réactions suscitées par les mesures du gouvernement, ces mouvements ouvriers montrent que c'est fondamentalement le même combat du prolétariat pour la défense de ses conditions de vie qui se mène dans tous les pays, que c'est le même problème qui est posé pour le prolétariat dans les pays industrialisés ou non, quelles que soient les différences considérables de niveau de vie moyen des ouvriers entre les pays sous-développés et les pays industrialisés du bloc occidental. Les affrontements entre "nationaux" et "immigrés" dans nombre d'Etats de l'Inde, les heurts entre sectes, castes et partis religieux, ethniques et nationalistes rivaux, dont la presse, la radio et la télévision font leurs thèmes de prédilection quand ils traitent de pays comme l'Inde, sont des conflits internes à la bourgeoisie locale totalement étrangers à toute perspective de lutte contre la misère et l'exploitation. Au contraire, ils servent à maintenir la domination de la bourgeoisie, en entretenant des divisions entre les ouvriers, en enrôlant des miséreux dans les rangs de bandes armées, en déviant les mouvements de révolte sur les intérêts locaux ou internationaux de la bourgeoisie. Ce sont les grèves et les manifestations ouvrières, sans distinction d'origine ethnique, régionale ou religieuse qui seules peuvent développer le véritable combat contre la bourgeoisie. Et ce combat de la classe ouvrière, qui ne représente en Inde que quelques 10% de la population, ne pourra véritablement s'épanouir qu'avec l'extension et l'unité des luttes ouvrières dans les pays développés, là où la classe ouvrière internationale constitue la principale force de la société en face de la bourgeoisie. C'est là la seule voie pour la solidarité avec les ouvriers en Inde et pour l'émancipation des ouvriers de la domination capitaliste.

M.G

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

SEULE LA LUTTE PAIE !

■ Face à la vague de luttes ouvrières qui se développe depuis la mi-83 dans tous les pays d'Europe occidentale, la bourgeoisie déploie tout un arsenal de moyens politiques, pris en charge par l'ensemble de ses fractions, afin de saper la confiance en soi, en sa propre force de la classe ouvrière. C'est ainsi que lorsque des mouvements massifs se déroulent - tels la grève du secteur public en Belgique 83, celle des mineurs en Grande-Bretagne 84, celle des ouvriers au Danemark au printemps 85- elle fait le black out total. Quand il n'y a pas de grands mouvements de ce type, elle s'emploie par tous les moyens à matraquer l'idée que "les ouvriers ne veulent plus lutter"... parce qu'ils auraient enfin compris que la lutte ne paie pas, que face à la crise, toutes les classes de la société doivent se serrer les coudes... et la ceinture pour que ça aille mieux demain. Dans cette offensive délibérée et consciente pour démobiliser les ouvriers, la bourgeoisie reçoit malheureusement l'aide inconsciente de certains révolutionnaires qui sont incapables de comprendre toute l'importance des luttes actuelles - et d'y participer activement- non seulement en tant que préparatifs pour les affrontements décisifs à venir, mais également comme moyen dès à présent tant d'empêcher le déchaînement d'une 3ème guerre mondiale que de limiter les attaques économiques de plus en plus violentes contre le prolétariat.

La lutte freine les attaques économiques

Avec la plongée du capitalisme dans une crise toujours plus profonde et sans issue, il n'est plus possible pour les ouvriers d'obtenir aujourd'hui une quelconque amélioration de leurs conditions d'existence comme au siècle dernier, ni même quelques miettes comme dans les années 50-60. Cependant, cela ne signifie nullement qu'ils doivent baisser les bras, abandonner leur lutte, tel que le prône la propagande bourgeoise, ni qu'ils doivent renoncer à se battre pour la défense de leurs conditions de vie immédiate, comme le préconisent certains révolutionnaires.

Au contraire, même si la bourgeoisie décadente n'a plus rien à offrir aux ouvriers qu'une misère grandissante, elle est contrainte de freiner ses attaques lorsque, dans une situation de mécontentement général, elle se trouve menacée par des luttes massives.

L'exemple de la grève des mineurs en Grande Bretagne est, en ce sens, particulièrement significatif et riche de leçons pour la classe ouvrière. En effet, même si cette grève s'est terminée par une "défaite" au sens où les ouvriers n'ont rien gagné, où les licenciements sont tombés après un an de résistance acharnée, elle a néanmoins permis aux ouvriers des autres secteurs de bénéficier d'un certain répit face aux attaques capitalistes. Tant qu'existait un foyer de lutte aussi combatif, la bourgeoisie ne pouvait se permettre de généraliser son offensive à l'ensemble de la classe ouvrière ; malgré la situation catastrophique du capital britannique, elle ne pouvait prendre le risque de déclencher une riposte ouvrière encore plus massive qui menaçait de déboucher sur une extension de la grève des mineurs aux autres secteurs. Ce risque d'embrasement général de la colère ouvrière, la bourgeoisie l'a parfaitement ressenti notamment lors des mouvements de solidarité avec les mineurs qui se sont manifestés chez les dockers pendant l'été 84.

Non seulement la lutte peut contraindre le capital à ralentir ses attaques, mais elle peut même dans certaines conditions de son développement faire reculer momentanément la bourgeoisie. C'est ce qu'a montré la grève de masse en Pologne 80 où, pendant plusieurs mois, les ouvriers ont été capables d'imposer un rapport de force contraignant la bourgeoisie polonaise à céder sur tous les plans, contraignant toute la bourgeoisie mondiale à se serrer les coudes par delà les rivalités de blocs, pour soutenir l'Etat polonais tant sur le plan économique que politique (1). Il est vrai que, grâce au sabotage du mouvement par le syndicat Solidarnosc -aidé par tous les syndicats occidentaux-, cette formidable explosion ouvrière s'est soldée, pour le prolétariat mondial, par une défaite cuisante qui a permis à la bourgeoisie de revenir sur toutes les concessions qu'elle avait du faire à la fin de l'été 80 avec les accords de Gdansk. Cependant, sans cette expérience qui a fait trembler toutes les forces capitalistes, l'ampleur des attaques que subissent aujourd'hui les ouvriers -en Pologne comme dans les principales métropoles d'Europe occidentale- serait bien pire encore.

C'est parce que la bourgeoisie redoute toute riposte massive du prolétariat qu'elle est obligée soit de freiner ses attaques lorsqu'il existe un foyer de lutte important pouvant faire tâche d'huile, soit de le planifier, de les disperser, de manoeuvrer en utilisant toutes ses forces d'encadrement pour isoler les luttes, empêcher les ouvriers d'élargir leur combat.

Certes, avec l'effondrement inéluctable de l'économie capitaliste, la marge de manoeuvre qui permet à la bourgeoisie de pouvoir différer momentanément ses attaques lorsqu'elle est confrontée à des mouvements de grande ampleur tend à se réduire de plus en plus. Elle ne peut renoncer historiquement à attaquer toujours plus durement la classe ouvrière. Cependant, si le prolétariat ne peut échapper à cette tendance à la dégradation de ses conditions de vie, il est capable aujourd'hui, dans les pays les plus industrialisés, de les limiter. Voilà pourquoi la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de lutter : elle doit refuser résolument de se soumettre à la logique de la crise

capitaliste, en développant ses luttes sur son propre terrain de classe contre chacune des attaques bourgeoises, en déjouant toutes les manoeuvres syndicales qui visent à enfermer, isoler, empêcher l'unification de ses luttes (voir RI n° 141 et 142).

Oui ! La lutte peut forcer la bourgeoisie à reculer les échéances, et cette réalité constitue déjà un gain énorme pour la classe ouvrière.

La lutte, seul obstacle à la guerre mondiale

Si, sur le plan économique, la lutte du prolétariat ne peut remettre en cause la tendance générale à la dégradation de ses conditions de vie, par contre, elle est capable de renverser une autre tendance historique, celle qui correspond à la seule réponse que la bourgeoisie puisse amener à la crise de son système : la guerre impérialiste généralisée.

La propagande bourgeoise voudrait nous faire croire que le seul obstacle au déchaînement d'une 3ème guerre mondiale réside dans la "sagesse" des grandes puissances, dans leur "volonté de paix", dans "l'équilibre de la terreur" qui empêcherait l'utilisation des armes nucléaires. Toutes ces belles phrases ne sont que des mensonges : quand la bourgeoisie parle de paix, c'est toujours pour préparer la guerre.

De même, c'est aux illusions qui subsistent encore chez certains révolutionnaires que l'on doit l'idée fantaisiste suivant laquelle si la 3ème guerre mondiale n'a pas déjà éclaté c'est parce que la crise ne serait pas assez profonde ou que les blocs impérialistes ne seraient pas encore constitués. L'histoire de ces 70 dernières années vient démentir de telles aberrations : en 1939, de même qu'en 1914, ces deux conditions étaient beaucoup moins mûres qu'aujourd'hui et cela n'a pas empêché la bourgeoisie de plonger l'humanité dans la barbarie de deux guerres mondiales. En 1914, et plus encore en 1939, ce qui a permis le déchaînement de la guerre généralisée, c'est essentiellement la défaite d'un prolétariat que le Capital est parvenu à ramener sous sa botte, à soumettre aux idéaux bourgeois, un prolétariat prêt à accepter tous les sacrifices au nom de la "civilisation" contre la "barbarie", au nom de la "démocratie" contre le fascisme, au nom de la défense de la "patrie socialiste".

Bien plus qu'en 14 ou en 39, l'enfoncement du capitalisme dans sa phase de crise aiguë depuis la fin des années 60, le renforcement des deux blocs impérialistes, le développement vertigineux de la production d'armements, tout cela pousse aujourd'hui de plus en plus la bourgeoisie dans l'engrenage d'une 3ème guerre mondiale. Mais, à la différence de ces deux dernières périodes, le capital se trouve aujourd'hui confronté à un prolétariat qui -dans les principales puissances et particulièrement en Europe occidentale- refuse de se soumettre à la défense de l'économie nationale. La reprise historique des combats ouvriers depuis la fin des années 60 : voilà le seul obstacle à la guerre généralisée. Tant que la classe ouvrière, dans les pays centraux du capitalisme, lutte sur son propre terrain de classe, pour la défense de ses conditions de vie, la bourgeoisie sera incapable de la faire marcher au pas derrière le drapeau national. C'est aussi la capacité du prolétariat à résister depuis 20 ans, à l'Est comme à l'Ouest, contre les attaques économiques qui lui a permis de balayer toutes les illusions grâce auxquelles deux générations de prolétaires ont pu être entraînés dans la barbarie généralisée : le mythe de la "démocratie" et celui du "paradis socialiste".

Ainsi, la lutte non seulement freine les attaques capitalistes, mais elle paralyse la bourgeoisie dans sa marche vers la guerre. Un prolétariat qui refuse dès aujourd'hui de se serrer la ceinture n'est pas prêt à se soumettre au rationnement, à l'exploitation accrue, à la militarisation du travail qu'exigent la préparation à la guerre. Pour les ouvriers, refuser dès à présent de faire le moindre sacrifice, c'est empêcher la bourgeoisie de leur en imposer toujours plus jusqu'au sacrifice ultime de leur propre vie.

Les luttes actuelles préparent les luttes décisives

De même que la bourgeoisie et le prolétariat sont deux classes aux intérêts antagoniques, leurs réponses respectives à la crise sont également irréconciliables. Non seulement les luttes actuelles empêchent le déclenchement d'une 3ème guerre mondiale, mais elles constituent des étapes vers l'abolition d'un système responsable de toutes les guerres.

Lorsque la bourgeoisie s'efforce d'induire dans la tête des ouvriers que "lutter ne sert à rien", c'est aussi cette perspective qu'elle cherche à masquer ; en leur faisant croire qu'il n'y a pas d'issue à l'enfer capitaliste, elle vise à démoraliser la classe ouvrière, à la démobiliser afin de la soumettre à la logique impitoyable de la crise capitaliste.

De même, les révolutionnaires qui, aujourd'hui, dédaignent les luttes immédiates du prolétariat, sous prétexte qu'elles ne seraient pas directement révolutionnaires, participent inconsciemment de la même logique. Au lieu d'être un facteur d'accélération de la dynamique révolutionnaire de leur classe, ils se refusent en réalité, par une telle attitude, à participer activement à son combat général et historique contre la domination bourgeoise.

Les luttes revendicatives immédiates ne sont pas

une négation des luttes révolutionnaires. Au contraire, toute l'histoire du mouvement ouvrier démontre qu'il n'y a pas une seule lutte révolutionnaire qui ne soit pas en même temps une lutte revendicative. De même, c'est parce que le prolétariat est une classe à la fois exploitée et révolutionnaire que ses luttes revendicatives ont une dimension qui va au-delà de leurs simples objectifs immédiats, une dimension de remise en cause non seulement des conditions de l'exploitation mais de l'exploitation elle-même. Si c'était déjà vrai au 19ème siècle, ça l'est encore plus aujourd'hui où avec l'impasse de l'économie capitaliste les ouvriers sont de plus en plus amenés à assumer les aspects politiques de leurs combats.

Le seul moyen pour le prolétariat de développer sa force en tant que classe, de forger son unité, c'est la lutte elle-même. Cette donnée permanente de la lutte de classe, le "Manifeste Communiste" l'affirmait déjà au siècle dernier : "Parfois les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des prolétaires." Une classe ouvrière qui ne lutte pas aujourd'hui pour la défense de ses intérêts immédiats sera incapable de se lancer demain à l'assaut du capitalisme. En effet, le prolétariat ne se pose pas la question de la révolution en soi, il ne se bat pas pour un "idé- al". C'est en développant ses combats en tant que classe exploitée qu'il s'affirme comme classe révolutionnaire ; ce n'est qu'au cours de sa lutte que lui apparaît la perspective révolutionnaire et qu'il est amené à développer les armes nécessaires à sa victoire finale : sa conscience et son unité.

Seule la lutte immédiate contre la misère capitaliste permet à la classe ouvrière de poser les jalons dès à présent pour affirmer sa propre perspective : la révolution communiste mondiale.

La vague de luttes qui touchent aujourd'hui les centres vitaux du capitalisme, là où se déterminent les enjeux historiques, participe d'ores et déjà à cette avancée du prolétariat vers l'unification de ses combats, vers le développement d'une conscience plus grande de son propre but. Ce sont les caractéristiques-mêmes de cette 3ème vague de luttes qui indiquent dans quel sens la classe ouvrière doit développer ses luttes afin de renforcer sa confiance en elle-même et trouver le chemin de son unité :

- la tendance à des mouvements qui touchent plusieurs secteurs simultanément dans un même pays pose les bases pour l'extension géographique des luttes ;
- la tendance à une simultanéité croissante des luttes dans tous les pays constitue une étape vers la future généralisation internationale des combats ouvriers ;

- la confrontation permanente et générale des ouvriers au sabotage de leurs luttes par les syndicats et la gauche dans l'opposition constitue un facteur de prise de conscience des armes de la bourgeoisie, prise de conscience qui se concrétise déjà par une tendance à la désertion des "luttes" appelées par les syndicats ;

- la tendance au développement des luttes contre le chômage et les licenciements dans tous les secteurs pose les bases pour l'unification du prolétariat autour de la défense de ses intérêts généraux.

En effet, "par la paupérisation absolue qu'il représente, le chômage indique le futur qui attend l'ensemble de la classe ouvrière et, partant, la perspective de ses combats futurs vers le renversement du capitalisme (...). L'accroissement irrémédiable du chômage est l'indice irréfutable de l'aberration que constitue aujourd'hui le capitalisme, lequel plonge des masses croissantes d'ouvriers dans la misère totale non pas parce qu'il produit trop peu mais parce qu'il produit... trop. Plus généralement, l'éjection hors du travail salarié de masses toujours croissantes d'ouvriers signe la faillite totale d'un mode de production dont le rôle historique était justement d'étendre le salariat." (Revue Internationale n°44, "Résolution sur la situation internationale", 6ème Congrès du CCI).

Ainsi, en poursuivant sa lutte contre cette forme d'attaque capitaliste que constitue le chômage, la classe ouvrière va développer la prise de conscience des véritables enjeux de ses combats. Plus elle va continuer à se battre pour sa survie, plus elle va devoir développer la conscience et l'unité nécessaires à la remise en cause radicale du système capitaliste lui-même. Ses deux armes -sa conscience et son unité- ce n'est que dans la pratique quotidienne de la lutte qu'elle peut les affûter : en se heurtant en permanence aux propres armes de son ennemi -le sabotage des luttes par la gauche et les syndicats- seule la lutte peut lui donner la capacité de déjouer les pièges qu'il lui tendra. En développant, au fur et à mesure de son expérience, la prise de conscience de toutes les entraves à l'élargissement de son combat, le prolétariat fait ainsi -y compris à travers ses défaites partielles- l'apprentissage de son unité, de sa solidarité, de sa propre force en tant que classe révolutionnaire.

Parce que les combats immédiats de la classe ouvrière préparent sa victoire finale, le principal gain de la lutte c'est la lutte elle-même. Voilà pourquoi le prolétariat doit poursuivre, élargir sa lutte, ne pas se laisser démoraliser, démobiliser par toutes les manoeuvres et mystifications bourgeoises destinées à saper la prise de conscience en sa propre force, une force qui, non seulement peut freiner les attaques capitalistes, mais également qui, elle seule, est capable d'empêcher la destruction de l'humanité.

De même, il revient aux révolutionnaires conséquents d'encourager les combats présents de leur classe en y participant activement, en lui montrant le chemin de son unité. Conscients de la gravité des enjeux de la période actuelle, ils doivent lutter contre le fatalisme, contre le sentiment d'impuissance que la bour-

(SUITE P. 5)

CHOMAGE ET LUTTE DE CLASSE

POLEMIQUE AVEC LE F.O.R.

OU INCOHERENCES ET INCONSEQUENCES

DE L'IDEALISME (1ère partie)

Quand ce sont déjà plus de 25 millions d'ouvriers qui dans les seuls pays d'Europe occidentale, au cœur même du capitalisme, se retrouvent au chômage, quand pour des centaines de milliers d'entre eux cela signifie déjà souffrances et misère jour après jour, quand les prévisions même les plus optimistes des experts de la bourgeoisie ne réussissent à annoncer rien d'autre pour les mois et les années à venir qu'une aggravation et une généralisation de ce "fléau typique du capitalisme", quand de frein à la mobilisation ouvrière contre l'attaque de ses conditions de vie par la bourgeoisie, le chômage tend de plus en plus à se transformer en facteur décisif de la riposte de classe à l'attaque générale de ses conditions de vie par le capital en crise, à un tel moment, il ne saurait être question pour un quelconque groupe révolutionnaire -aussi myope soit-il- de rester silencieux, ni sur le chômage, ni sur les luttes qu'il suscite de la part des ouvriers. En core moins de se taire sur la façon dont la classe ouvrière peut et doit les développer dans les mois et les années qui viennent.

Aussi, en de telles circonstances, est-il normal, élémentaire, qu'un groupe, appartenant au camp prolétarien, comme le FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (FOR) prenne position sur cette double réalité que vit sa classe. Ce qu'il fait plus particulièrement dans un article du numéro 30 de sa revue en français "Alarme", intitulé : "CHOMAGE ET LUTTE DE CLASSE". (1)

LE FOR FACE A LA QUESTION DU CHOMAGE

Qu'explique le FOR à ses lecteurs, et qu'a-t-il à dire plus généralement aux ouvriers sur le chômage et la lutte de classe? Et en premier lieu sur le chômage, sa réalité, son développement, sa signification?

Que le chômage aujourd'hui, son développement dans des proportions inconnues depuis un demi-siècle, est l'une des expressions les plus caricaturales de la faillite historique du capitalisme, de son incapacité à poursuivre le développement de ses forces productives? Qu'il est le signe le plus évident du fait que la bourgeoisie se retrouve aux prises à nouveau avec une crise du surproduction insurmontable, qui remet directement à l'ordre du jour l'alternative "guerre ou révolution", "socialisme ou barbarie"? Que cette crise et le chômage et la misère qui en découlent placent le prolétariat devant la nécessité absolue de se défendre pied à pied contre la dégradation toujours croissante de ses conditions d'existence et la nécessité à terme de devoir détruire le capitalisme? Qu'il est normal et légitime que le chômage soit devenu et reste la préoccupation première dans les rangs ouvriers?

Nullement!

"PLUS AVEUGLE QUE MOI TU MEURS!"

Si le FOR condescend à reconnaître l'existence du chômage, c'est d'emblée pour expliquer que de son point de vue, sa réalité -comme la réalité d'une crise économique mondiale du capitalisme dont il continue, contre toute évidence, à nier l'existence, n'est pas un problème central pour la classe ouvrière en général, un facteur important pour son devenir social et politique, et par conséquent pas son problème à lui, FOR.

Ainsi, dès les premières lignes de son article, le FOR s'empresse d'avertir le lecteur :

"Mais pour bien comprendre ce à quoi nous voulons en venir, nous devons placer la situation actuelle dans son contexte historique ; c'est-à-dire qu'au lieu d'examiner à la loupe les courbes de croissance, de productivité et autres, il nous semble plus pertinent et plus juste de partir des PARADOXES qui déterminent encore plus fortement aujourd'hui qu'hier la contradiction principale du capitalisme mondial : l'antagonisme entre le capital et le travail".

Le FOR précise immédiatement sa pensée : "Notre principale base économique pour estimer la situation politique mondiale, ce ne sont NI les difficultés du capitalisme, NI le chômage, NI les perspectives d'une reconversion industrielle et encore moins la prétendue crise de surproduction. Tout ceci ne serait que pur économisme ET DONC de fait, une manière de se plier en fin de compte à la logique et à la contamination cérébrale que veut nous imposer le capitalisme."

Ce qui signifie en clair ceci : que des milliers d'ouvriers se retrouvent de plus en plus au chômage ou non ; que la bourgeoisie soit capable de poursuivre le développement des forces productives et d'assurer à la classe qu'elle exploite et opprime des conditions matérielles minimales de survie ou non ; que la bourgeoisie accroisse sa force économique ou qu'elle se retrouve confrontée dans ce domaine à de plus en plus de difficultés ; que les ouvriers se retrouvent confrontés à une misère relative ou à une misère absolue toujours croissante, tout ceci n'est pour le FOR que secondaire pour le devenir potentiellement révolutionnaire "de la contradiction principale du capitalisme : l'antagonisme capital-travail".

Ce qui signifie aussi, que pour le FOR, "que la bourgeoisie puisse ou non continuer de gouverner comme avant", qu'elle tire de la puissance et du dé-

veloppement de son économie une capacité à justifier aux yeux de la classe ouvrière le maintien de sa domination de classe, ou qu'elle se retrouve de plus en plus dans une situation inverse, avec pour conséquence un affaiblissement de son emprise idéologique et de ses principaux partis d'encadrement des ouvriers, qui en découle, que "ceux d'en bas ne puissent plus vivre comme avant" et soient poussés à le manifester en développant leurs luttes de résistance, tout cela n'a rien de déterminant, n'est que secondaire, épiphénomène.

Ce qui signifie enfin que pour le FOR, parler, étudier, expliquer, dénoncer la réalité du chômage, le développement de la crise économique du capitalisme qui bouleverse la vie concrète, les pensées et les comportements de tous les hommes et de toutes les classes, ce n'est là "qu'économisme", que "contamination du capitalisme".

LE FOR DEFORME LE MARXISME

Qu'en conséquence, dès les premières lignes de son article, le FOR fasse étalage de son mépris souverain et de son aveuglement vis-à-vis de l'évolution des conditions de vie concrètes de la classe ouvrière "classe exploitée et classe révolutionnaire"; qu'il établisse ainsi un abîme entre ce qui est la principale préoccupation du prolétariat et les siennes propres ; qu'il transforme l'évolution des conditions de vie concrètes du prolétariat, d'élément nécessaire -même si non-suffisant- pour la révolution en élément secondaire, voilà qui constitue déjà un problème grave pour un groupe révolutionnaire qui par définition peut prétendre avoir "théoriquement, sur le reste de la masse du prolétariat, l'avantage d'une vision claire des conditions de marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien". (2)

Mais que le FOR tente de justifier son attitude, son mépris et son aveuglement par rapport à la réalité des problèmes économiques au nom du marxisme, du matérialisme historique, voilà qui relève d'une monstrueuse supercherie.

C'est pourtant cette supercherie que le FOR, inconsciemment, réussit à opérer, immédiatement, après avoir mis en garde le lecteur quant à la prise en compte nécessaire du problème du chômage et de la crise économique.

En déclarant d'abord :

"Le capitalisme, en tant que système social, indépendamment du bon ou du mauvais fonctionnement de son économie, a créé plus que les conditions nécessaires pour être balayé par la classe ouvrière sur laquelle il repose."

En déclarant ensuite :

"Le seul problème réel aujourd'hui est l'énorme décalage entre ce qui est possible objectivement et la misérable condition subjective générale."

Or, contrairement à ce qu'affirme ici en premier lieu le FOR, pour le marxisme, si le capitalisme a créé les conditions objectives générales nécessaires "pour être balayé par la classe prolétarienne", ce n'est pas "indépendamment du bon ou du mauvais fonctionnement de son économie", mais d'abord grâce au "bon fonctionnement de cette économie" et ensuite du fait de son incapacité historique croissante à poursuivre ce "bon fonctionnement".

Contre la vision idéaliste, a-historique, du FOR, le marxisme explique que :

"Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir." (bon fonctionnement)

"Une ère de révolution sociale commence à s'ouvrir quand, à un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports sociaux existants"... quand... hier encore, formes de développement des forces productives, ces conditions se transforment en de lourdes entraves" (incapacité de poursuivre ce bon fonctionnement).

Et Marx ajoute : "Et ce bouleversement matériel des conditions de production économique doit se constater dans l'esprit de rigueur scientifique." (3)

C'est à dire que le marxisme, pour comprendre le développement de la lutte de classe et y intervenir activement, pour juger de l'actualité de la révolution, prend TOUJOURS en compte le "bon ou le mauvais fonctionnement" de la société. Le marxisme ne dit pas que la révolution contre la bourgeoisie est possible à tout moment, indépendamment du "bon ou du mauvais fonctionnement du capitalisme". Il affirme et démontre que le capitalisme, comme système économique et social fondé sur l'exploitation, connaît une ÈRE ASCENDANTE et une ÈRE DECADENTE ; une époque où les rapports de production sont une condition du développement des forces productives de la société, et une époque où ils se transforment en entrave à ce développement. Cette "époque de révolution", il ne la reconnaît pas à partir de problèmes idéologiques en soi, encore moins d'un point de vue moral, comme le défend le FOR dans d'autres textes à travers sa formule magique de "crise de civilisation", mais d'abord et avant tout par rapport à un bouleversement au sein de la production. Il ne se contente pas de l'affirmer ou de s'y référer vaguement -comme le fait le FOR en recourant à la formule "il y a belle lurette que..."-, il soutient que ce boule-

versement est scientifiquement mesurable et donc historiquement repérable. (4)

Par ailleurs, après avoir défini les conditions d'entrée du capitalisme dans la période des "révolutions sociales", le marxisme s'intéresse effectivement au bouleversement de la conscience des hommes et des classes que le bouleversement dans la production entraîne. Mais contrairement à la démarche du FOR, il ne sépare nullement le problème du développement de cette conscience de l'évolution économique réelle. Et en tout état de cause, il ne se désintéresse jamais de savoir si le système capitaliste décadent est en train de connaître, dans son déclin, une phase de "répit" ou de crise ouverte.

D'abord parce que le marxisme comprend vraiment, contrairement au FOR, que :

"Ce sont les hommes qui font leur histoire eux-mêmes, mais dans un milieu donné qui la conditionne, sur la base de conditions antérieures de fait, si influencées qu'elles puissent être par les autres conditions politiques et idéologiques n'en sont pas moins en dernière instance, les conditions déterminantes, constituant d'un bout à l'autre le fil conducteur qui, SEUL, vous met à même de comprendre" (5).

"Ce n'est pas la conscience qui détermine l'existence, mais l'existence qui détermine la conscience" (6).

Ensuite, parce que le marxisme sait que le prolétariat est la première et la dernière classe révolutionnaire de l'histoire qui soit à la fois classe révolutionnaire et classe exploitée ; qu'il n'a de ce fait à sa disposition que deux armes pour pouvoir renverser le capitalisme : sa conscience et son organisation ; qu'il ne peut réussir à les développer et à les perfectionner qu'au travers de ses luttes contre les conditions de misère que le capitalisme lui impose ; que par conséquent, la question de la possibilité du développement de ces deux armes reste tributaire de l'évolution réelle des conditions de vie concrètes de la classe ouvrière.

Réalité que le FOR n'a jamais réellement comprise comme en témoigne sa prise de position sur les luttes que la classe ouvrière a recommencé à développer (contre l'attaque généralisée de ses conditions d'existence par le capitalisme en crise et plus particulièrement face au développement du chômage), qui fait suite à ces affirmations fantaisistes, idéalistes, sur la non-importance des conditions matérielles en général, de la crise et du chômage en particulier, que nous venons de critiquer. Prise de position qui donnera lieu à une suite de cette polémique où -après avoir montré comment le FOR échoue à expliquer et décrire le phénomène du chômage, hors de toute compréhension de la décadence du capitalisme, hors de toute reconnaissance d'une crise mondiale de surproduction, nous nous attacherons à mettre en évidence que les incompréhensions théoriques et programmatiques du FOR, ses concessions à l'idéalisme, tendent de plus en plus à le mettre en dehors de l'histoire, à l'éloigner de plus en plus de toute possibilité d'y jouer un rôle révolutionnaire conséquent.

L.L.

NOTES :

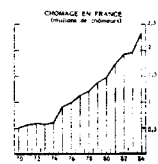
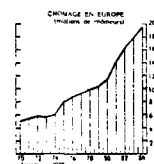
- (1) "Alarme" : BP 329 75624 Paris cedex 13
- (2) Manifeste communiste.
- (3) Extraits de "L'Introduction à la critique de l'économie politique". (Marx)
- (4) voir notre brochure sur "la décadence du capitalisme" et la "déclaration de la 3ème Internationale" après la première guerre mondiale.
- (5) Engels, lettre à Heinz Starkenburg.
- (6) Marx "L'idéologie allemande".

à lire :

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

MANIFESTE SUR LE PROBLEME DU CHOMAGE



**CONTRE LE CHOMAGE
ET LA MISERE CAPITALISTES:
OUVRIERS AU TRAVAIL,
OUVRIERS AU CHOMAGE,
UN MEME COMBAT,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE**



CONGRES DU P.C.U.S.

L'ETAT RUSSE ACCENTUE LES RESTRICTIONS

"Nous ne pouvons plus nous contenter d'améliorations partielles. Une réforme radicale est nécessaire". Tels sont les mots lancés par Gorbatchev fin février lors de son discours fleuve au congrès du P.C.U.S. Une des réflexions les plus courantes en Russie est qu'il faut toujours prendre le contraire des informations officielles : dans le cas du discours de Gorbatchev, c'est effectivement en prenant l'exact contraire de l'apparence qu'on approche de la réalité : faillite généralisée et développement des tensions guerrières.

Sous des dehors qui se veulent rassurants, de pacifiste confiant dans l'avenir qui se promet de "doubler la production d'ici à l'an 2000" et "de supprimer l'arme atomique", les mesures annoncées par Gorbatchev sont l'expression des contradictions qui minent l'économie mondiale. Bien qu'elle prenne des formes différentes, c'est la même impasse à l'Est et à l'Ouest, la même perspective d'accroissement de la misère.

L'AGGRAVATION DE LA CONDITION OUVRIERE

La "réforme" de Gorbatchev, sous la dénomination de "bataille pour un dynamisme industriel" vise surtout la faible productivité du travail : elle poursuit dans le même sens qu'Andropov, qui insistait surtout sur l'absentéisme et prévoyait des "restrictions de salaires au cas où un produit serait défectueux". Gorbatchev va plus loin en annonçant : "le niveau des revenus doit être directement dépendant du travail" ; augmentation des prix appelée "libération" conjuguée avec une baisse des salaires devrait être une "stimulation au travail". En plus de vivre en permanence avec le strict minimum vital, au seuil de la misère, dans des logements exigus, et en passant leur temps dans les queues d'approvisionnement, l'Etat russe demande aux ouvriers de suer au travail, sous la menace de n'avoir plus de quoi acheter le peu de biens qui arrive aux étalages.

Mais, comme les autres Etats du monde, ce que voudrait l'Etat russe, c'est pouvoir éliminer de la main-d'œuvre : d'après les plans de Gorbatchev, quelques 20 millions d'ouvriers seraient éjectés du secteur productif, difficiles à caser dans le "secteur tertiaire". Il n'y a pas encore de chômage ouvert en URSS (les statistiques officielles comptent un demi-million de "parasites" passibles de deux ans de prison), mais la "première" lancée par Gorbatchev en indemnisant pendant trois mois les 20.000 fonctionnaires licenciés fin 85, est déjà l'expression d'une reconnaissance du chômage, qu'il est plus difficile qu'avant de se "recaser" (puisqu'en moyenne, il faut moins d'un mois pour retrouver du travail en pareil cas).

Renforcer la militarisation de la société, pressurer plus les ouvriers, tel est le sens de la "réforme" : dans certains pays de l'Est, comme la Roumanie, ces tendances sont déjà portées à leur comble : on y envoie les retraités à la campagne pour "alléger le coût social" et Ceaucescu proposait fin 85 d'organiser des cantines pour pallier aux "difficultés de distribution" : tout le monde à la soupe populaire, midi et soir.

Les risques sont gros pour l'Etat russe qui n'arrive déjà à imposer des conditions de pénurie sur les biens de première nécessité et d'insalubrité à la classe ouvrière qu'avec un encadrement policier féroce et grâce à une certitude jusqu'à présent assurée, celle de ne pas mourir de faim et de froid, seul, sans emploi, "contrairement aux pays occidentaux" : la bourgeoisie russe sait qu'attaquer le plein emploi, c'est s'exposer à des mouvements ouvriers dont la Pologne, en 1980, a montré la détermination et la force.

La bourgeoisie de l'Est a encore moins de marge de manœuvre économique, même si elle essaie de tricher avec les lois du marché, que la bourgeoisie occidentale : comme cette dernière elle ne peut que continuer à aggraver les conditions de vie des ouvriers. Comme les ouvriers occidentaux, les ouvriers de l'Est n'ont d'autre alternative que la soumission qui signifie misère et guerre, ou la lutte contre l'ordre établi.

L'IMPASSE DE LA CRISE

L'URSS n'est pas à l'écart de la crise mondiale de surproduction : bien au contraire, la militarisation à outrance de son économie, le retard qui se creuse par rapport aux technologies occidentales, l'asphyxie progressive que lui impose le bloc occidental accélèrent les difficultés de l'Etat russe à maintenir à flot le bateau.

L'endettement colossal auquel ont eu recours les pays de l'Est n'a pu empêcher les difficultés de s'accumuler : en Pologne, les investissements ont chuté de 40 % depuis 1978.

L'autarcie des pays de l'Est est un leurre : pour pouvoir développer sa production, y compris sa production militaire, l'URSS dépend de l'occident, auquel elle doit acheter la technologie sans laquelle

l'augmentation de la productivité du travail est impossible. Pour les acheter, il lui faut vendre à l'occident et ce qu'elle vend principalement à l'occident, ce sont des matières premières et des céréales, marchandises qui connaissent une surproduction généralisée et une difficulté de plus en plus grande à se vendre à mesure que les usines occidentales ferment.

L'année dernière, les ventes de l'URSS à l'Ouest avaient déjà chuté de 14 %. Cette année, c'est l'effondrement du prix du pétrole, dont l'URSS est le premier producteur mondial (et qui constitue 60 % de ses exportations et sa principale source de devises pour l'achat des technologies occidentales). Cela signifie pour l'URSS un effondrement de ses rentrées en devises qui ne peut qu'aggraver encore le retard qui se creuse depuis 20 ans entre le bloc russe et le bloc américain.

"Doubler la production d'ici l'an 2000" est une fable quand les exportations, les ventes de la production baissent de plus en plus, même si Gorbatchev aspire, forcément à une "ouverture renforcée vers les pays capitalistes, dans les domaines commercial, scientifique, technique, des finances et des crédits". Les pays occidentaux n'ont pas la capacité d'absorber plus de produits de l'Est. L'URSS n'a aucune chance dans cette guerre commerciale, et cette situation aiguise toujours plus la guerre entre l'Est et l'Ouest pour la domination du marché mondial, développe toujours plus les tensions militaires entre les blocs dont les "conférences de désarmement" ne sont que les négociations féroces d'un rapport de forces à l'avantage du bloc occidental : l'URSS est asphyxiée économiquement par le poids de son économie de guerre, et militairement par son encerclement progressif.

REUNIONS PUBLIQUES thème:

50 ANS APRES LE FRONT POPULAIRE

Au pouvoir ou dans l'opposition, la gauche contre la classe ouvrière

BORDEAUX :

Réunion publique le 17 mai à 17h, au café Victor Hugo 52 rue Victor Hugo.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 25 avril à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :

Diffusion les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes, de 10h à 11h30.

LYON :

Réunion publique le 25 avril à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.

Permanence le 29 avril à 18h, même adresse.

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le 20 avril à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 18 avril à 20h, au 205 rue Ste Cécile.

Permanence le 16 avril de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :

Réunion publique le 26 avril à 17h, au foyer du travailleur, Boulevard Vincent Gâche (Beaulieu).

Permanence le 4 avril à 20h30 au café de l'Hotel de Ville (mairie de Chantenay).

Diffusion au marché de la petite Hollande le 2ème samedi du mois à 10h30.

PARIS :

Réunion publique le 19 avril à 17h, au 27, avenue de Choisy, 13ème, métro : Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 16h à 18h, même adresse.

ROUEN :

Permanence le 26 avril à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 25 avril à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la Cafétéria du géant Casino, au Pont des demoiselles.

Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes, place Jeanne d'Arc, et le deuxième dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS :

Permanence le 12 avril à 17h, à la "maison pour tous", rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

Le Courant Communiste International tiendra un stand à la fête de "Lutte Ouvrière" les 17, 18 et 19 mai.

Malgré l'orientation de son système productif vers l'économie de guerre, l'URSS a de plus en plus de mal à contrôler les zones sous sa dépendance (voir même l'Afghanistan). Par contre, la machine militaire pèse de plus en plus lourd sur une économie malmenée par la crise, et dont le secteur de biens de consommation est laissé à l'anarchie totale.

Ce ne sont pas les opérations de "lutte contre la corruption et l'immobilisme", les épurations engagées par Gorbatchev qui vont rétablir la production à l'aube d'une nouvelle récession mondiale. L'élimination de certaines parties de la mafia russe, spéculateurs et trafiquants multiples qui grouillent chez les moyens et hauts fonctionnaires, n'aura pas plus de réalité que l'élimination de la mafia italienne ou la "moralisation" de l'Etat américain par les "Watergate".

Quant à la pression sur les pays de son bloc de tutelle, elle ne peut plus être une soupape suffisante : elle est déjà utilisée à large échelle, et peu de ces pays arrivent encore à tenir à flot : la Pologne a une dette qui équivaut à la valeur de cinq fois le montant de ses exportations.

Il est clair que la bourgeoisie à l'Est comme à l'Ouest, dans ces conditions, ne peut que continuer son offensive contre les conditions de vie ouvrières : en Roumanie, à la serpe ; en Pologne, avec prudence (les hausses des prix de première nécessité n'atteignent plus 100% d'un coup, mais de 10 en 10 %, les prix n'en continuent pas moins de monter, comme dernièrement, au mois de mars) ; en Russie, de façon encore détournée.

A l'Est comme à l'Ouest, l'affrontement entre les nécessités du capital et les besoins ouvriers est inévitable.

H.G

SOUSCRIPTION PERMANENTE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 F, recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de R.I. ancienne série, et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
(10F + 3F de frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (idem)
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
LA DECADENCE DU CAPITALISME
(10F + 6F de frais d'envoi)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
(20F + 6F de frais d'envoi)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
(30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE : 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL + REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, 75020
Directeur de publication : D. Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

LES ACQUIS AVEC LA GAUCHE :

DE 36 A AUJOURD'HUI, LES MEMES MENSONGES

■ Avant les élections du 16 mars, le PS a tenu à nous rappeler 36 et le Front Populaire. Ce thème a alimenté bien des meetings, tel celui de Mauroy à Bobigny le 12 février, sans parler de certains feuillets à la télé. Les résultats de ce Front Populaire sont présentés comme une victoire ouvrière qui aurait laissé des "acquis historiques" et l'action de la gauche au gouvernement, de 81 à 86, comme étant dans la continuité de ces acquis. Il s'agissait là, pour le PS, de tenter, avant de quitter le gouvernement à son tour, après le PC, de se refaire une image de marque.

"Quand on est en vacances, on passe les deux premières semaines avec Léon Blum, la troisième avec Guy Mollet et la cinquième avec François Mitterrand et Pierre Mauroy".

"Après le Front Populaire de 1936, il a fallu attendre la Libération pour que les français reconnaissent ce qui avait été fait".

Et, voulant se démarquer de la Droite, envisageant l'après élection :

"Ah ! je sais bien comme il sera temps de dire combien elle était belle la gauche au pouvoir !". (Déclarations de Mauroy au meeting de Bobigny).

36-86, une continuité, oui ! Mais au service de qui ? Pour répondre à cette question, examinons ce qui a été fait en 36.

1936 - "LES ACQUIS" D'UNE VICTOIRE ?

Les années 30, ce sont les années de la crise qui se développe à nouveau, jusque dans le cœur du capitalisme, l'Europe et les Etats-Unis. Après la reconstruction rapide qui a suivi la 1ère guerre mondiale, le marché mondial se montre, très vite, incapable d'absorber toute la production. Cette dernière, donc, s'adapte et baisse considérablement. Le chômage et la misère se développent. Bref, c'est la crise économique, manifestation de la décadence définitive du capitalisme, et plaçant à nouveau la classe ouvrière devant l'alternative historique : se défendre et s'affronter à la bourgeoisie jusqu'à la destruction du capitalisme, ouvrant alors à l'humanité la voie d'une société enfin délivrée de l'exploitation et de la misère, ou la barbarie d'une deuxième guerre impérialiste pour le repartage des marchés.

Mais si la crise et son cortège de misère poussant les ouvriers à se battre, était bien là, les ouvriers, eux, l'affrontaient dans un contexte de défaite et de profonde contre-révolution. Ils sortaient à peine de la première vague révolutionnaire qui s'était lancée à l'assaut du capitalisme, en Russie et en Allemagne notamment, mais aussi dans d'autres pays d'Europe et jusqu'en Chine en 1927. Cet assaut s'était terminé par un écrasement sanglant, une démolition profonde et une plus grande vulnérabilité aux mensonges de la propagande bourgeoise.

C'est dans ce contexte de défaite physique et morale dans lequel baigne le prolétariat international que les ouvriers en France et dans le monde, réagissent à la crise dans les années 30. Et, malgré tout, en France, la bourgeoisie a peur. Elle redoute que ce qui est pour elle désordre de mouvements dispersés, ne se transforme en une manifestation puissante, en un mouvement général.

C'est pour cela qu'elle met sa gauche au gouvernement, alors que les ouvriers ont tendance à lui faire confiance et que le président Lebrun demande à Blum une déclaration d'urgence à la radio pour calmer les ouvriers :

"Dites-leur que le parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez lui demander le vote rapide et sans délai des lois (sociales) ... ils vous croiront... et alors peut-être le mouvement s'arrêtera-t-il ?"

Et en effet, la gauche va pouvoir répondre mieux que la droite à leurs deux soucis communs : faire

arrêter les grèves et préparer les ouvriers à la guerre.

Pour cela, il faudra tromper les ouvriers, leur accorder quelques avantages, semblants ou réels, les leur présenter comme une grande victoire et reprendre ce qu'il pouvait y avoir de réel presque immédiatement après, une fois le mouvement stoppé. Ce seront les accords Matignon du 7 juin puis les fameuses lois sociales du 21 juin 36. La gauche, y compris le PC et la CGT bien sûr, les présente aux ouvriers comme une victoire et un triomphe pour les convaincre de reprendre le travail. De quoi s'agissait-il en fait ?

La reconnaissance des délégués syndicaux et les conventions collectives :

Non seulement grâce au syndicat, cette mesure tente d'enfermer la lutte du prolétariat dans le cadre de la légalité bourgeoise mais, de plus, une loi vient s'ajouter, dès décembre 36, aboutissant au terme de son évolution, à la loi du 4 mars 38 rendant l'arbitrage obligatoire en cas de conflit. L'Etat prend par là les moyens de venir immédiatement imposer ses règles sur le terrain :

"Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliations et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out". (Loi du 31/12/36). En cas de non-respect de ces procédures, la grève devient donc illégale et s'expose à une répression "justifiée". Cela vaut aux métallos, par exemple, l'énorme avantage, désormais, d'être obligés à un "délai d'une semaine franche avant de recourir à la grève". La CGT, bien sûr, fera respecter l'esprit d'arbitrage "même si l'arbitrage ne peut apporter 100 % de satisfaction aux travailleurs". Un acquis ? Certainement, mais pour l'Etat qui par ce biais, peut développer sa présence policière dans les usines !

Les 40 heures :

Des décrets sont rapidement venus les rendre "flexibles" afin de soumettre les ouvriers aux besoins de la productivité et de la préparation de la guerre :

- autorisation d'heures supplémentaires dans les secteurs essentiels de la vie économique. Dès le 29 juillet 37, par arrêté, cela concerne les mines de fer et le 21 décembre 37, les mines de charbon. On instaure même un comité d'enquête sur la productivité du travail, à l'initiative de la CGT bien sûr ! Ce comité, supposé, selon la CGT, "démontrer le caractère calomnieux des affirmations patronales sur les baisses de rendement", aboutira, en fait, à ce que des dérogations supplémentaires s'appliquent aux industries intéressant la défense nationale. Les décrets de novembre et décembre 38 verront même l'institution de sanctions contre le refus d'heures supplémentaires ! La CGT s'est dévouée corps et âme pour aboutir à ce triomphe qui devait permettre au gouvernement de préparer la guerre.

Les deux semaines de congés payés :

Peu de temps après la promulgation des premiers décrets, le patronat réclame la récupération des fêtes de Noël et du 1er de l'an. Le gouvernement appuie la demande ; les syndicats recommandent à leurs adhérents d'accepter cette récupération qui doit se limiter à ces deux jours fériés. En fait, la récupération sera étendue à toutes les fêtes légales et même aux fêtes locales. Par ailleurs, il est à noter que ces fameux congés payés, qui subsistent aujourd'hui et peuvent faire illusion, sous une forme ou sous une autre, ont été accordés à la même époque dans la plupart des pays développés, sans qu'il y ait eu forcément des luttes ouvrières pour les obtenir. C'est qu'outre le fait qu'il est possible au capital de les récupérer, en partie au moins, ces congés cumulés sur 15 jours ne font que prendre en compte la nécessité absolue de repos supplémentaire en vue de la reconstitution de la force de travail de plus en plus exploitée et représentent les miettes données dans le but de s'attacher les ouvriers et de les amener à la guerre.

Certes, en 36, les ouvriers ont été moins enthousiastes que la gauche à voir dans ces mesures une victoire et si les grèves ne se sont pas arrêtées du jour au lendemain, cela a permis cependant de briser assez rapidement le mouvement de luttes.

Ainsi, il faut être cynique pour parler de victoire ! Non seulement tout cela ne représente aucun acquis mais un encadrement et une exploitation plus grands, accompagnés du développement de l'hystérie patriotarde au travers de l'anti-fascisme qui amènera les prolétaires, même si ce fut sans grand enthousiasme, à défendre une fraction de la bourgeoisie contre une autre, la démocrate contre la fasciste, un Etat contre un autre, la France contre l'Allemagne et, par là, à s'entretenir pour la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Et cela, c'est l'œuvre de la gauche, PS-PC-CGT en 36 ! Blum se vantera d'être venu à bout des ouvriers. En ce qui concerne les occupations d'usines, il dira : "Il faut noter qu'au point de vue de l'ordre public, cette forme de grève a d'incontestables avantages. Les ouvriers occupent l'usine, mais il est vrai que l'usine occupait les ouvriers. Ils n'étaient pas dans la rue. Au moment où ils étaient tous groupés dans l'usine, ils ne formaient par des cortèges avec des chants, des drapeaux rouges, qui viennent se heurter aux barrages de police...".

Le PC lui sera fier d'avoir défendu le capital national jusque dans la guerre : "Les communistes ont manifesté leur volonté inébranlable de défendre le pays en votant les crédits de défense nationale, (...) sur le champ de bataille, des communistes soldats ont déjà versé leur sang".

Ainsi, si bilan positif il y a, ce n'est certainement pas pour le prolétariat mais bien pour la classe bourgeoise et tous ceux qui le trouvent aujourd'hui positif, dénoncent leur appartenance de classe et se désignent comme ennemis de la classe ouvrière.

GAUCHE, EXTREME-GAUCHE ET SYNDICATS CONTINUENT AUJOURD'HUI CE SALE TRAVAIL

Mais peuvent-ils le faire aussi facilement qu'en 36 ? Et comme en 36 ?

Quand, en 68 en France, avec le retour de la crise économique et ses premières attaques, faibles pourtant encore, le prolétariat se dresse face à la bourgeoisie, celle-ci découvre avec inquiétude qu'elle va devoir compter avec ce géant qu'elle voulait croire endormi et nous faire croire "embourgeoisé".

Les mouvements de 69 en Italie et 70 en Pologne ne feront que confirmer que ce réveil n'est pas local, mais qu'il est celui d'une classe internationale qui resurgit et qui rompt avec le poids de 50 ans de contre-révolution. Bien sûr, c'est sa gauche et ses syndicats que la bourgeoisie va à nouveau mettre en première ligne face aux ouvriers. Immédiatement, elle a recours à la stratégie qui lui avait réussi en 36, la perspective d'un gouvernement d'union de la gauche pour dévoyer les ouvriers de leur terrain de classe, les entraîner dans la défense des intérêts nationaux.

Mais cette tentative de dévoiement ne parvient pas à son but : ni la perspective d'un gouvernement de gauche, comme en France (où cela reste au niveau de la perspective), ni les mesures que prennent ces gouvernements, là où la gauche est à leur tête, ne parviennent à tromper les ouvriers et arrêter leurs luttes. Au contraire, dès 78, c'est une nouvelle vague de luttes qui repart : mineurs américains en 78, sidérurgistes en France en 79, les travailleurs du port de Rotterdam à l'automne 79, les sidérurgistes en Grande-Bretagne début 80 et jusqu'aux luttes en Pologne de juillet-août 80, manifestant par là le rejet des ouvriers des "solutions" de la gauche et de ses syndicats. Une méfiance légitime se développe envers eux, sanctionnée par une désyndicalisation croissante. Puisque le piège à la

(SUITE P. 2)

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

taurée par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.